



NEWSLETTER

Opérations d'Urgence et de Réhabilitation de la FAO en Afrique de l'Ouest et au Sahel

N° 2 – mai - août 2011



Dans ce numéro :

- La FAO en première ligne sur la gestion des risques de catastrophes* p.2
- Guinée Bissau : Combattre les menaces à la sécurité alimentaire* p.3
- L'ex-président du Cap-Vert s'engage contre la malnutrition* p.4
- Maximiser l'impact nutritionnel des interventions de sécurité alimentaire* p.4
- La sécurité alimentaire dans la sous-région* p.5
- Côte d'Ivoire : des actions concrètes pour la relance agricole et la sécurité alimentaire* p.6
- Vers une réduction de la dépendance rizicole en Afrique de l'Ouest?* p.7

EDITORIAL

Cher lecteur,

A l'heure où la Corne de l'Afrique affronte l'une des plus graves crises alimentaires qu'elle ait connue depuis 60 ans, la communauté internationale se mobilise pour venir en aide aux 12 millions de personnes dont la vie est en péril. L'ampleur de cette crise nous rappelle à quel point la sécurité alimentaire est fragile sur le continent, où la faim menace les plus vulnérables. Pour garantir la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations, notre action avant, pendant et après les crises est plus que jamais essentielle. C'est dans cette optique que la FAO développe et met en œuvre son approche en gestion des risques de catastrophe, pour renforcer la résilience des communautés et réduire leur vulnérabilité aux différents chocs.

Pour illustrer notre approche en la matière, nous vous proposons, dans ce numéro, de découvrir la stratégie de gestion des risques de catastrophe de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et le plan d'action de la Guinée Bissau. Nous vous proposons par ailleurs un focus sur les activités engagées contre la malnutrition dans la sous-région et reviendrons sur les efforts déployés par la FAO en Côte d'Ivoire et au Libéria, où la crise humanitaire est loin d'être terminée. Enfin, vous retrouverez dans cette newsletter une analyse de la sécurité alimentaire dans la sous-région et un résumé de l'étude conjointe sur l'impact de la crise rizicole de 2008 dans la sous-région. Bonne lecture!

José Luis Fernandez
 Coordonnateur
 Bureau Sous-régional des Urgences
 et de la Réhabilitation en Afrique de l'Ouest/Sahel

Focus sur...

La gestion des risques de catastrophe en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Face aux crises agricoles et alimentaires qui frappent les populations ouest africaines de manière répétée, la FAO les accompagne avant, pendant et après les catastrophes. La nouvelle Stratégie de gestion des risques de catastrophe de la FAO en Afrique de l'Ouest et au Sahel matérialise cette approche.



L'approche de la FAO en matière de gestion des risques de catastrophe (DRM)

Chaque année, les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel sont victimes de catastrophes naturelles, de chocs économiques ou de conflits civils. Ces crises remettent à chaque fois en question la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations. L'exemple des crises alimentaires de 2005 et de 2010 qui ont touché plusieurs millions de personnes à l'est du Sahel, ou encore des inondations qui laissent les sinistrés totalement démunis, témoignent des risques qui menacent les plus vulnérables. La récurrence et l'impact de ces crises rendent nécessaire l'adoption d'une approche programmatique pour accompagner les populations et gouvernements avant, pendant et après la crise.



Stratégie de gestion des risques de catastrophe en Afrique de l'Ouest et au Sahel | FAO (2011 -2013)

C'est dans ce cadre que la FAO a élaboré sa **Stratégie de gestion des risques de catastrophe en Afrique de l'Ouest et au Sahel**, avec pour objectif de renforcer la résilience des communautés et de réduire leur vulnérabilité. Cette stratégie sera mise en œuvre en collaboration avec les institutions régionales et sous-régionales, les gouvernements concernés, les agences des Nations Unies et les organisations non gouvernementales. C'est grâce à ces partenariats que la FAO pourra relever les défis identifiés dans cette stratégie.

Dans la sous-région, de multiples facteurs favorisent la vulnérabilité des populations à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. A cause de la pauvreté, les communautés rurales disposent de moyens d'existence limités, et d'un pouvoir d'achat insuffisant face à une hausse soudaine du prix des denrées alimentaires. Ce risque est d'autant plus important que la sous-région reste dépendante aux importations de nourriture, dans un environnement agricole sous-développé et fortement menacé. La pression anthropique provoque l'épuisement des sols et des ressources, et les aléas climatiques peuvent à tout moment provoquer des dégâts et des pertes considérables. Face à cette vulnérabilité, l'accès à des données fiables nécessaires à une bonne analyse de la sécurité alimentaire est limité, et les capacités de réponse des Etats aux crises sont restreintes.

Pour contrer ces menaces à la sécurité alimentaire, la FAO offre un encadrement et une assistance sans délais dans les domaines suivants:

Prévention, atténuation, alerte rapide

Au sein des activités d'urgence de la FAO, le soutien à l'amélioration de la collecte et de l'analyse des données d'alerte précoce et l'établissement de cartographie des risques tient une place de premier ordre. En participant aux évaluations de sécurité alimentaire, en accompagnant le Cadre harmonisé d'analyse permanente de la vulnérabilité courante et en diffusant des bonnes pratiques en matière de prévention, l'Organisation joue un rôle privilégié dans la préparation aux risques. Au niveau des communautés, l'organisation de modules de formation pour les aider à se préparer et à s'adapter au changement climatique s'avère très utile, comme au Sénégal en 2010 dans le cadre du projet de réhabilitation des capacités productives des ménages victimes des inondations.

Évaluation et réponse aux besoins

Dans cette phase, la FAO apporte une réponse rapide et diversifiée aux besoins des agriculteurs. Elle appuie en urgence la production agricole avec la distribution de semences et d'outils. En parallèle, la FAO favorise l'adoption d'approches multisectorielles. Les jardins scolaires et les sessions d'éducation à l'éducation nutritionnelle sont des exemples d'activités qui permettent à la FAO de maximiser l'impact nutritionnel de ses interventions en sécurité alimentaire. Enfin, en tant qu'organisme des Nations Unies chef de file pour l'agriculture, la FAO assure la coordination des interventions agricoles des différents partenaires.

Relier la phase d'urgence à la réhabilitation et au développement

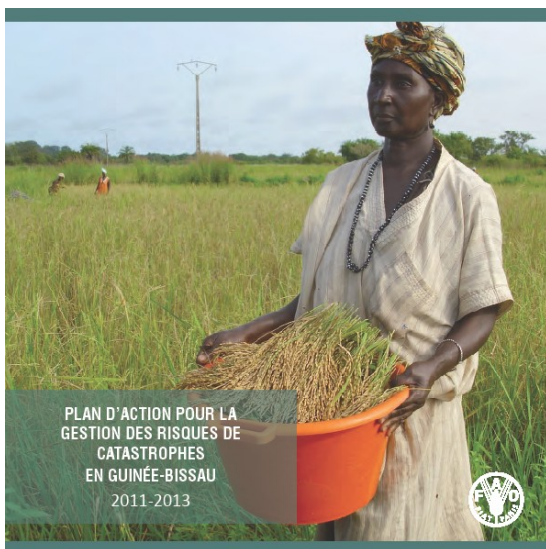
Pour favoriser la transition vers le développement, la FAO propose, entre autres, des activités visant à initier les communautés aux techniques de multiplication de semences, à promouvoir le warrantage ou encore à appuyer la formation aux techniques de production maraîchère et la commercialisation des produits agricoles et laitiers.

[Téléchargez la Stratégie sur le site Internet de la FAO](#)



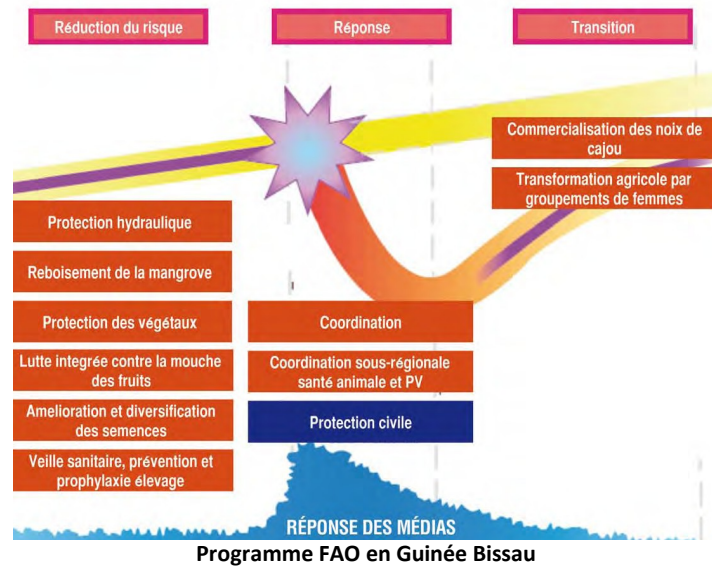
En Guinée Bissau, plus de 65% de la population vit avec moins de deux dollars par jour. La pauvreté, prépondérante en zone rurale est la principale cause d'insécurité alimentaire. Les moyens d'existence des familles sont en crise, et, affaibli par économie fragile, le pays peine à surmonter seul les chocs récurrents qui l'affectent.

Afin de réduire le risque d'insécurité alimentaire, la FAO propose, à travers son **Plan d'action pour la gestion des risques de catastrophes en Guinée-Bissau**, un programme composé de 12 projets qui ont pour objectif de réduire le déficit énergétique et le déséquilibre nutritionnel auxquels font face les personnes vulnérables.



Au titre des activités de préparation et de réduction des risques, l'une des priorités de la FAO est la protection des rizières de mangrove grâce à des travaux de drainage, de renforcement des digues et de reboisement. En complément, la production et l'utilisation de semences améliorées permettra aux agriculteurs de s'adapter efficacement aux exigences des sols et du climat. Pour sécuriser le secteur agricole, la diminution du risque phytosanitaire est elle aussi essentielle. La formation des éleveurs, avec la promotion, à titre pilote, de la [Gestion intégrée des productions et des prédateurs \(GIPD\)](#) au moyen des champs écoles des producteurs, permettrait de lutter contre les criquets autochtones et la mouche des fruits qui attaque les manguiers et est un danger potentiel pour l'anacardier.

Pour renforcer les mécanismes de réponse face aux crises, la FAO, forte de son expérience en matière de réponse à des situations d'urgence, propose d'appuyer la mise en place de mécanismes nationaux de prévision, de prévention et de préparation aux crises agricoles et alimentaires tels que le Système d'Alerte Précoce (SAP).



Au niveau local, la constitution de banques céréalières et de stocks dans les villages permettrait aux familles de faire face aux ruptures d'approvisionnement imprévues.

Enfin, pour assurer la durabilité de l'impact des interventions, il est nécessaire de s'attaquer à la malnutrition qui touche les enfants et les adultes les plus pauvres. L'installation, au niveau des familles, de petits élevages et de jardins potagers, accompagnée d'une aide à l'investissement pour le démarrage des activités, permet de réduire de manière significative les taux de malnutrition. En parallèle, l'introduction d'activités génératrices de revenus constitue une porte d'entrée efficace pour enrichir et diversifier l'alimentation des ménages.

La mise en œuvre de ces activités sera effectuée en étroite collaboration avec les partenaires de la FAO en Guinée-Bissau : le Ministère de l'agriculture et du développement rural, le futur Service national de protection civile (SNPC), les ONG, et les agences des Nations Unies. Les bailleurs de fonds sont des partenaires essentiels dans la mise en œuvre de ces projets. Nous comptons sur l'engagement et le soutien de la communauté des donateurs pour y parvenir.

[Téléchargez la Stratégie sur le site Internet de la FAO](#)

Pour plus d'informations, contactez :

Jean-François Dontaine,
Coordonnateur des Opérations d'Urgence et de Réhabilitation en
Guinée-Bissau :
Jeanfrancois.dontaine@fao.org

L'ex-président du Cap-Vert s'engage contre la malnutrition infantile

Chaque année, en Afrique de l'Ouest, près d'un million d'enfants de moins de cinq ans meurent de malnutrition. Pour lutter contre ce fléau, António Monteiro, ex-président du Cap-Vert, a pour mission, à travers son nouveau rôle d'émissaire pour la nutrition en Afrique de l'Ouest, de soutenir la lutte contre la malnutrition infantile en Afrique de l'Ouest.

"Je suis très heureux de me joindre à cet effort de faire comprendre l'importance de ce problème pour l'avenir des enfants et celui nos pays", a déclaré M. Monteiro. "Les enfants qui ne reçoivent pas une bonne alimentation et une nourriture appropriée sont plus exposés aux maladies. Lorsqu'ils survivent, ils peuvent souffrir de déficiences mentales et physiques irréversibles. Toutefois, beaucoup de choses peuvent être réalisées à tous les niveaux pour éviter que cela arrive et pour faire face aux crises alimentaires qui sont à l'origine de tragédies humaines."

L'ex-président assurera le plaidoyer auprès des dirigeants des pays de la région afin de les inciter à placer la nutrition au cœur des stratégies de développement, et de les conseiller sur les approches de sécurisation de leurs politiques.

Sous la présidence de M. Monteiro, de 1991 à 2001, le Cap-Vert a connu une forte réduction du niveau de pauvreté et a amélioré le bien être social de sa population, grâce, entre autres, à un meilleur accès aux soins sanitaires: depuis 1990, la mortalité infantile est passée de 45 à 24 pour 1000 naissances.

Dans son rôle d'émissaire, M. Monteiro est soutenu par la FAO à travers sa participation au Groupe de travail pour la Nutrition de l'Afrique de l'Ouest, qui réunit l'expertise des agences des Nations Unies, des ONG et des donateurs.



[Lire le communiqué de presse](#)
[Voir la vidéo](#)



Maximiser l'impact nutritionnel des interventions de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel



Un atelier régional sur les liens entre sécurité alimentaire et nutrition a été organisé à Dakar du 24 au 27 mai 2011 par la FAO, Action Contre la Faim (ACF) et le partenariat REACH, sur initiative du Groupe de Travail pour la Nutrition de l'Afrique de l'Ouest. Plus de 40 responsables de programmes venant de onze pays de la CEDEAO et du Sahel se sont alors réunis dans le but de promouvoir les interventions intégrées de sécurité alimentaire et de nutrition. Ils ont ainsi pu partager leurs expériences réussies dans ce domaine avec des programmes tels que les jardins maraîchers pour la santé au Mali (ACF), les programmes MDG-F en Mauritanie et au Sénégal, ou encore le Cash transfert et l'impact nutritionnel au Niger (Save the Children).

Grâce aux exposés et aux travaux de groupe, les participants ont pu renforcer leurs capacités d'analyse contextuelle, de conception, de mise en œuvre, de suivi-évaluation et de mesure d'impact des interventions. L'importance de l'analyse des causes de la malnutrition au niveau local a été soulignée, tout comme la nécessaire synergie entre les interventions sectorielles (agriculture, pêche, santé, pratiques de soins, éducation, etc.) au sein d'une même communauté.

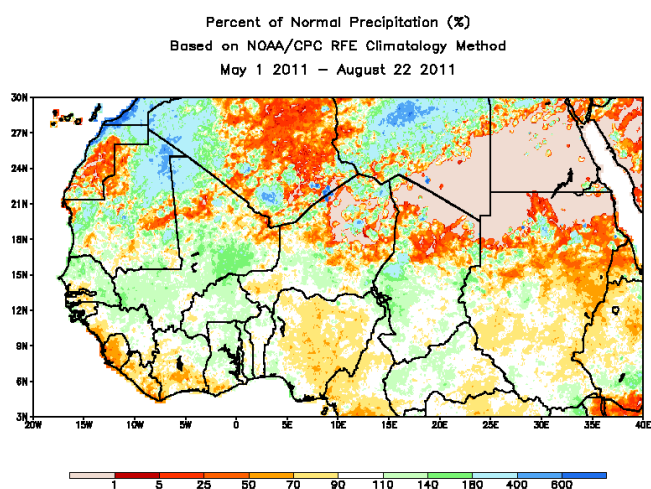
Les différentes présentations, les sessions de travail de groupe et les ressources documentaires sont disponibles sur le site Internet de l'atelier : www.fao.org/ag/agn/fns/fr/. Des discussions en ligne seront bientôt organisées afin de permettre à toutes les parties prenantes de continuer à échanger et à interagir.



Suite au succès rencontré par cet atelier, la FAO a organisé en août 2011 un autre atelier à N' Djamena, pour renforcer le rôle de l'agriculture et de l'élevage pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la bande sahélienne du Tchad.

Démarrage difficile de la campagne agricole dans certaines régions

Cette année, la campagne agricole a démarré difficilement dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Après un retard des pluies en juin et juillet, qui a occasionné par endroits des retards dans la saison agricole et dans la reprise des pâturages, la saison hivernale s'est régularisée en août dans l'ensemble de la région. Pour les pays de la façade atlantique, du Sénégal à la Côte d'Ivoire, les pluies du mois d'août n'ont pas permis d'atténuer les déficits pluviométriques enregistrés durant les semaines précédentes. C'est pourquoi la FAO et ses partenaires assureront une veille renforcée sur les cultures et la pluviométries dans certaines région jusqu'à



la fin du mois d'octobre. Parallèlement, des inondations ont été signalées dans plusieurs pays de la sous-région. Au Nigéria, les inondations ont causé plus de 100 morts dans la région d'Ibadan dans le sud-ouest du pays. Au Niger, au Bénin, au Burkina Faso, au Ghana, en Guinée Bissau et au Sénégal, des inondations ont également été relevées mais la nature et l'ampleur des dégâts sur les cultures et le bétail doivent être précisées. Pour les éleveurs du sud-est de la Mauritanie, les déficits de végétation significatifs les placent dans une situation inquiétante.

Les plans d'action humanitaire en Côte d'Ivoire et au Libéria demeurent sous-financés

En Côte d'Ivoire et au Libéria, des centaines de milliers de familles ont vu leur sécurité alimentaire remise en question par la crise postélectorale. Les Appels Humanitaires lancés en réponse à la crise sont aujourd'hui sous-financés, remettant en question les capacités de réponse des agences humanitaires dans ses pays. A un moment de l'année où les besoins sont particulièrement importants dans le domaine de la sécurité alimentaire, ce sous-financement est particulièrement critique, d'autant plus que la sécurité alimentaire des familles touchées continue de se détériorer. En effet, les résultats de l'Atelier national du 6^{ème} cycle du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)

organisé en juillet 2011 à Abidjan ont indiqué que le triangle Zouan Hounien-Toulepleu-Guiglo, la sous-préfecture de Duékoué ainsi que ses alentours (région du Moyen Cavally) ont été classé en phase 3, caractérisée par une insuffisance aiguë et critique de l'accès à l'alimentation et un épuisement important des avoirs relatifs aux moyens d'existence.

Fermeté des cours du riz en Afrique de l'Ouest

Au niveau du marché international, les cours du riz sont fermes. La hausse du riz à l'exportation est d'intérêt dans la mesure où plusieurs pays ouest africains constituent le premier pôle d'importations au monde, avec le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Nigéria. Les prix du maïs demeurent quant à eux élevés. Au Liberia, la tendance à la hausse des prix du riz importé a été plus modérée que précédemment sur la plupart des marchés du pays. La situation va sans doute se radicaliser avec la hausse globale des prix des denrées alimentaires, la pression de la demande exercée par les réfugiés ivoiriens et par la nouvelle 'dynamique commerciale' qui consiste à réexporter le riz importé. La sécurité alimentaire des ménages risque de s'aggraver en période de soudure, en particulier dans les zones reculées du pays où le réseau routier, endommagé par les pluies, va entraîner une augmentation des coûts de transport.



Impact sur la sécurité alimentaire

A Monrovia, une dégradation des termes de l'échange des travailleurs non qualifiés a été constatée. En revanche, les termes de l'échange des travailleurs occasionnels en milieu rural sont restés globalement stables par rapport à l'année passée. Comme en 2008, la hausse des prix semble affecter particulièrement les populations vulnérables en zone urbaine. Par ailleurs, selon FEWS NET, les aléas climatiques affectant les rendements à l'est du Libéria, en particulier dans les zones d'accueil des réfugiés, pourraient affecter le redressement des populations déjà affectées par ces mouvements de population.

Côte d'Ivoire : des actions concrètes pour la relance agricole et la sécurité alimentaire

La FAO distribue semences et outils à des milliers de familles rurales

Suite à la crise postélectorale en Côte d'Ivoire, la situation humanitaire reste très préoccupante dans certaines régions du pays. Les besoins énormes engendrés dans le pays et dans les zones affectées au Libéria rendent nécessaire un renforcement de l'action agricole en direction des ménages les plus vulnérables. Pour garantir la sécurité alimentaire des familles qui ont subi la crise de plein fouet, la FAO met tout en œuvre pour soutenir le redémarrage de la production céréalière et maraîchère.

Côte d'Ivoire : au plus près des besoins agricoles

En Côte d'Ivoire, l'appui à la réinsertion et à la production agricole des ménages ayant fui les combats est une priorité, d'autant plus que le nombre de retour de réfugiés et de déplacés augmente. Aujourd'hui, la FAO appuie en urgence 8 100 ménages d'agriculteurs en leur distribuant des semences et des outils pour la culture du riz de bas-fonds, du maïs, du niébé et du gombo. Cette assistance permettra aux bénéficiaires, notamment les ménages qui



Un bénéficiaire heureux de recevoir des semences et des outils à Diahouin, dans le département de Duekoue en Côte d'Ivoire

n'ont pas pu cultiver durant la saison principale à cause des déplacements, de l'insécurité ou du manque de moyens, de nourrir leur famille pendant au moins cinq mois. Ces bénéficiaires viennent s'ajouter aux 9 600 autres familles du nord et de l'ouest du pays qui avaient reçu des semences et outils pour préparer la principale saison agricole d'avril à juin. Au total, ce sont 17 700 ménages, dont 1 000 et 2 000 ménages assistés respectivement en partenariat avec les ONG Action Contre la Faim et Solidarités, qui bénéficient de l'appui de la FAO pour la campagne agricole en cours.

D'autres initiatives d'interventions dans le cadre de la contre-saison démarreront dans le courant des mois de septembre et d'octobre. L'appui à la production maraîchère pour 17 000 familles, couplé aux formations en nutrition, permettra à celles-ci d'améliorer leur diète alimentaire et de disposer d'un revenu moyen d'environ 250 000 FCFA par foyer grâce à la vente d'une partie de leur production. Des activités génératrices de revenus et de «Argent contre Travail» sont aussi prévues pour appuyer certains ménages vulnérables qui n'auraient pas pu bénéficier des appuis agricoles.

Parallèlement à ses efforts pour relancer la production agricole des ménages démunis, la FAO a soutenu l'organisation de l'Atelier national du 6^{ème} cycle du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) en juillet 2011 à Abidjan. Cet atelier a permis [d'actualiser l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle](#) à partir des enquêtes, évaluations, et rapports d'analyse produits depuis le début de la crise. Un expert du Bureau Sous-régional des Urgences a facilité l'atelier avec l'appui des points focaux nationaux. Parallèlement, le sixième round du Dynamic Atlas a été lancé depuis la mi-juin 2011 et le processus de collecte et de traitement géographique des données est en cours. Cet outil est essentiel à l'échange et au partage d'information sur la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays.

Libéria : soutenir les communautés d'accueil et les réfugiés

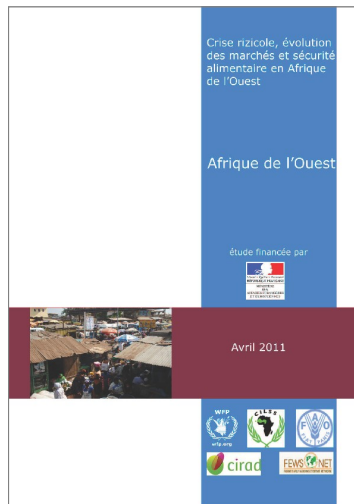
De l'autre côté de la frontière, au Libéria, la situation reste difficile pour les réfugiés et les communautés d'accueil. Face à la diminution des réserves de nourritures des familles hôtes avec l'arrivée soudaine des réfugiés, la FAO a distribué dès le mois de mars des semences et des engrais, et a fourni une assistance technique à 13 520 personnes grâce aux fonds accordés par le CERF. Les bénéficiaires ont ainsi pu maintenir leur production agricole malgré la perte de leurs stocks et améliorer leur régime alimentaire avec la production de légumes. Dans le comté de Nimba, des semences et des outils ont également été distribués à 3 900 familles d'accueil dans 34 villages pour assurer leur production de riz.



Des chefs de famille d'accueil prêts à repartir dans leur village avec leurs semences dans le comté de Nimba au Libéria

Aujourd'hui, les préparatifs sont en cours pour assister 3 000 autres familles, dont 60% de familles d'accueil et 40% de réfugiés qui recevront très prochainement des semences de légumes et de manioc, et bénéficieront de formations dans les comtés de Nimba, Grand Gedeh et de Maryland. Ces activités seront conduites en partenariat avec les ONG SERE, ADRA et Oxfam.

La crise du riz en 2008 a mis en évidence les douloureuses conséquences de la dépendance des pays ouest africains sur les marchés alimentaires mondiaux. Afin de mieux comprendre l'impact de cette crise, le CILSS, le CIRAD, la FAO, FEWS NET, le PAM et les systèmes nationaux d'information des marchés ont réalisé, entre mai et décembre 2010, une étude sur ses incidences sur la sécurité alimentaire dans un marché mondial instable. L'objectif est de fournir aux décideurs un référentiel décrivant le lien entre la filière riz et la sécurité alimentaire.

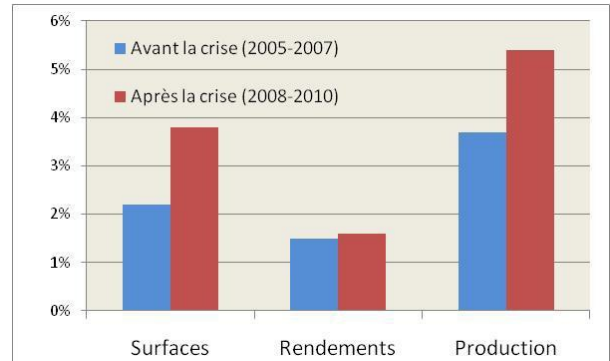


Face à la crise en 2008, les Etats et leurs partenaires ont mobilisé des ressources conséquentes pour faire face à l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines. La crise a ainsi entraîné un redéploiement de ressources publiques et privées vers l'agriculture. Outre les mesures d'urgence, d'ambitieuses mesures plus structurelles ont été adoptées, avec pour objectif d'augmenter l'autosuffisance alimentaire, avec l'initiative riz au Mali, la GOANA au Sénégal, et le PUASA au Bénin. Les donateurs ont pour leur part offert un soutien accru aux initiatives de sécurité alimentaire et d'appui à l'agriculture.

L'émergence de filières intégrées, où les acteurs de la transformation industrielle fournissent les semences aux producteurs et organisent la commercialisation d'un riz local de haute qualité, traduit la volonté des partenaires d'améliorer l'accès au marché des producteurs. L'Etat intervient également dans la commercialisation par le biais des offices et sociétés d'Etat, et les achats institutionnels de riz local ont ainsi augmenté depuis 2008.



Toutefois, si les mesures prises ont temporairement permis de stabiliser l'accroissement des importations entre 2008 et



Croissance des surfaces, des rendements et de la production de riz en Afrique de l'Ouest (% par an) 2008-2010 par rapport à 2005-2007.

2010, ces dernières sont à nouveau en augmentation à la faveur de la baisse des cours mondiaux. Le différentiel de prix entre riz local et riz importé est revenu à son niveau pré-crise. Trois ans après, la dynamique de 2008 semble donc s'essouffler.

L'effet des mesures prises en 2008, qui ont permis de faire passer la croissance annuelle de la production de riz dans la région de 3,8% avant la crise à 5,4% après la crise, ne s'est pas traduit par des progrès durables dans l'auto-alimentation des pays. En effet, la progression de la consommation - entre 5 et 6% par an - se maintient à un rythme trop élevé.

En conclusion, la région demeure tributaire du marché international pour son approvisionnement. Sous l'effet de l'accroissement démographique et des problèmes d'accès au foncier, une paupérisation des riziculteurs est déjà visible et tend à s'accroître dans certaines zones. En revanche, les producteurs du bassin nigérian pourraient profiter d'une augmentation de leurs revenus s'ils parvenaient à s'intégrer au marché régional, compte tenu du dynamisme du marché du riz au Nigéria.

Au vu de l'ampleur et du caractère régional des défis, un débat sur la régulation des prix du riz et sur les politiques commerciales devrait être encouragé au niveau du CILSS et de la CEDEAO, dans l'objectif de coordonner les politiques nationales, voire de favoriser une approche régionale d'appui des filières rizicoles et céréalières.

[Accédez au rapport et au résumé exécutif de l'étude](#)

**Bureau Sous-régional des Urgences
et de la Réhabilitation de la FAO**

Afrique de l'Ouest/Sahel

rue Calmette x rue Assane Ndoye
Dakar, Sénégal

Téléphone : +221 33 889 16 22

Responsable de la publication:

José Luis Fernandez

Pour plus d'information ou pour contribuer
à nos prochains bulletins, contactez:
Sonia.Nguyen@fao.org

**De la prévention
à une meilleure reconstruction**



Chaque année des crises agricoles et alimentaires affectent les populations d'Afrique de l'Ouest et du Sahel. L'insécurité alimentaire demeure une préoccupation majeure pour la sous-région.

L'objectif de la FAO en matière d'urgence et de réhabilitation est d'apporter une meilleure préparation et une réponse efficace aux menaces et situations d'urgence alimentaires et agricoles.

Face à une situation d'urgence, la FAO offre des conseils techniques et intervient dans la préparation, la prévention et l'atténuation des risques, l'intervention d'urgence et le redressement, et soutient la transition vers le développement, couvrant tous les éléments et les phases de la gestion des risques de catastrophe.

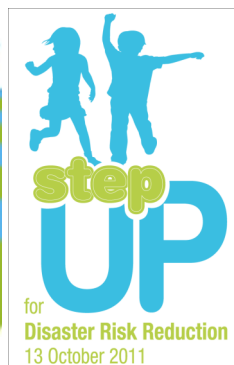
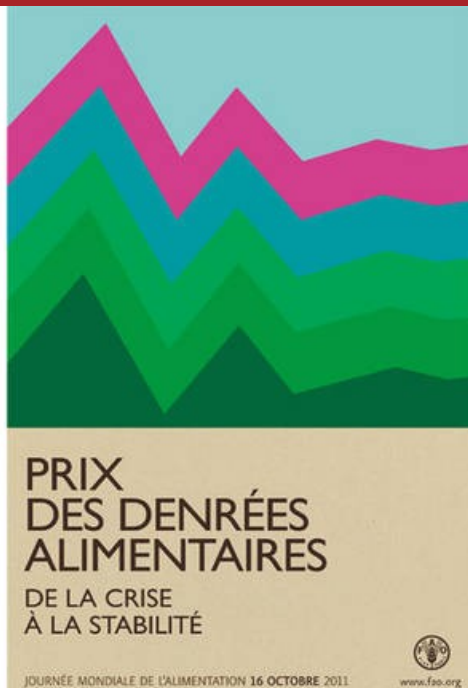
Retrouvez-nous sur le web :

www.fao.org/emergencies/country_information/list/regional/westafricasahel/en/

Remerciements

La FAO remercie les principaux bailleurs de fonds qui lui permettent d'aider les populations face aux crises dans la sous-région, et notamment :

l'Union Européenne, la Belgique, le Fonds Central d'Intervention d'Urgence des Nations-Unies, la Suède, les Etats-Unis, l'Espagne, la Grande-Bretagne, le PNUD, la Finlande, la Suisse, la France et l'Autriche.



**1.000.000.000
DE PERSONNES
SOUFFRENT DE
FAIM
CHRONIQUE ET
ÇA ME
RÉVOLTE.**



WWW.1BILLIONHUNGRY.ORG
SIGNÉZ LA PÉTITION POUR ÉLIMINER LA FAIM